



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 15/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS

Chemin Départemental 54
Raffinerie de Berre
13130 BERRE L ETANG

Références : NN/MDP-D-1312-MRT-2022

Code AIOT : 0006401012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS implanté Raffinerie de Berre CD54 13130 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif principal de la visite du 03/08/2022 est de constater l'avancement de la mise en sécurité et le démantèlement des installations à la suite de la cessation d'activité de la Raffinerie de Berre notamment au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral du 19/01/2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE SAS
- Raffinerie de Berre CD54 13130 BERRE L ETANG
- Code AIOT : 0006401012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One)

- et d'additifs (appartenant à Infineum),
- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord et Parc Sud).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Avancement général du démantèlement
- Projets de revitalisation de la zone
- Dépassements de DCO sur le Rejet Total en octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en sécurité des équipements	AP Complémentaire du 19/01/2018, article 2	/	Sans objet
3	Dépassements DCO - Rejet Total	AP Complémentaire du 17/10/2012, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Démantèlement des équipements	AP Complémentaire du 19/01/2018, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 03/08/2022 a permis de constater l'absence de retard dans la mise en sécurité et le démantèlement des installations de la Raffinerie de Berre à la suite de sa déclaration de cessation d'activité, au regard des délais fixés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2018.

La visite du site a relevé la présence d'hydrocarbures liquides dans les zones suivantes :

- la pomperie ouest et la tranchée pétrolière situées à proximité de la rue 5,
- les regards du réseau non huileux situés à proximité des bacs de GOC.

Il est demandé à l'exploitant de mener toutes les actions nécessaires afin de prévenir le risque de pollution accidentelle.

Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponse aux observations formulées dans le cadre de cette visite sous un délai de 15 jours. A défaut, l'exploitant justifiera les délais de réponse proposés. D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2018, article 2
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La liste des équipements relative à la mise en sécurité de l'ex-raffinerie du site pétrochimique de Berre et les délais associées figurent en annexe confidentielle jointe au présent arrêté au regard du caractère sensible de ces données.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 03/08/2022, l'exploitant a présenté l'état d'avancement de la mise en sécurité des installations de l'ex-raffinerie. Les délais de mise hors exploitation sont respectés.
Observations : Observation 1 : Voir l'annexe confidentielle
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Démantèlement des équipements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2018, article 3
Thème(s) : Autre, Démantèlement des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éléments relatifs au démantèlement des équipements de l'ex-raffinerie du site pétrochimique de Berre et les délais associées figurent en annexe confidentielle jointe au présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 03/08/2022, l'exploitant a présenté l'état d'avancement du démantèlement des installations de l'ex-raffinerie. Les délais fixés dans l'APC sont respectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dépassements DCO - Rejet Total

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2012, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet de l'ex raffinerie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le rejet des effluents de la raffinerie doit respecter la valeur limite suivante : - DCO, concentration maximale réglementaire inférieur à 40mg/l.</p>
<p>Constats : En octobre 2021, l'exploitant a informé l'inspection des dépassements récurrents plus ou moins importants de DCO sur le Rejet Total de la Raffinerie. Ces dépassements font suite aux pluies observées dans la période. Le rejet est redevenu conforme depuis le 21 octobre 2021.</p> <p>Des investigations menées ont permis à l'exploitant d'identifier l'origine de ces dépassements : présence d'hydrocarbures dans différents regards du réseau d'égout non huileux .</p> <p>L'exploitant a mené les actions suivantes : - pompage/écrémage afin de soutirer les hydrocarbures présents dans les différents regards du réseau non huileux concernés, - sondage de sol dans la zone ainsi que dans la cuvette de rétention des bacs de GOC afin de rechercher des causes de ces arrivées d'hydrocarbures dans le réseau non huileux. Cette première phase d'investigation n'a pas été conclusive, - réparation de l'étanchéité d'une tuyauterie de type Bonna présente dans la zone.</p> <p>L'exploitant indique qu'une deuxième phase d'investigation reste encore à mener.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'hydrocarbures dans les regards du réseau non huileux situés à proximité des bacs de GOC.</p>
<p>Observations : Observation 2 : Sous un délai maximal de 15 jours à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant transmettra à l'inspection les éléments suivants : - la preuve de l'évacuation des hydrocarbures observés dans les regards du réseau non huileux situés à proximité des bacs de GOC, - l'échéancier d'investigation sur l'origine de la présence d'hydrocarbures et un plan d'actions correctives et préventives, - la mise en place d'une surveillance permettant de détecter au plus tôt et de procéder à l'évacuation des éventuels hydrocarbures présents dans cette zone dans l'attente de la réalisation du plan d'actions correctives et préventives.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet